



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et corrective du système de sécurité incendie, des moyens d'extinction, du compartimentage et du désenfumage des différents sites du Cnam en Ile-de-France, au Mans et à Cherbourg.(3 lots).
Lot 3 – Moyens d'extinction**

Date et heure limites de réception des candidatures :

Lundi 25 janvier 2021 à 12h00

Conservatoire national des arts et métiers

292 Rue Saint Martin
75141 PARIS CEDEX 03

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

La procédure de consultation utilisée dans le présent marché est la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-3 et R2124-3, 4° du code de la commande publique (ci-après CCP). La présente procédure fait suite à la procédure 20-016, « Maintenance préventive et corrective du système de sécurité incendie, des moyens d'extinction, du compartimentage et du désenfumage des différents sites du Cnam en Ile-de-France, au Mans et à Cherbourg. (3 lots) ». Les prestations objet de la présente procédure faisaient l'objet du lot n°3 – Moyens d'extinction.

Aucune candidature n'ayant été reçue pour ce lot, la commission de marchés réunie le 16 décembre 2020, l'a déclaré infructueux, conformément à l'article R2185-1 du code de la commande publique (CCP) et à l'article 9.3 du règlement de la consultation n°20-016.

ATTENTION : le Cnam est fermé du 24 décembre 2020 au 3 janvier 2021 inclus.

RC.1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et corrective des moyens d'extinction des différents sites du Cnam à Paris, à Saint-Denis, au Mans et à Cherbourg.

L'entreprise prestataire doit assurer la maintenance et le bon fonctionnement des moyens de secours/extinction constitués de l'ensemble des matériels servant à collecter toutes les informations ou ordres liés à la seule sécurité incendie et les moyens d'extinction, à les traiter et à effectuer les réparations nécessaires à la mise en sécurité de l'ensemble des sites du Cnam à Paris et à Saint-Denis, en respectant la réglementation applicable. Cela comprend, la maintenance préventive et la maintenance corrective des moyens d'extinction.

L'entreprise prestataire doit réaliser tous les travaux importants de maintenance corrective et préventive à l'exception de la rénovation et de la reconstruction. Cette maintenance comprend la fourniture des pièces et la main-d'œuvre.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont décrites en détail dans le cahier des clauses techniques particulières ainsi que par les B.P.U et D.P.G.F.

Lieux d'exécution :

SITE	ADRESSE	SURFACE	ACTIVITE	
St Martin et musée	292 rue St Martin 75003 PARIS	42.500 m ² 7 bâtiments	Enseignement, laboratoires, bureaux, musée	Lot 1, 2 et 3
Montgolfier	2 rue Conté 75003 PARIS	28.000 m ² 2 bâtiments	Enseignement, bureaux, laboratoires, restauration	Lot 1, 2 et 3
Jeuneurs	40 rue des Jeuneurs 75002 PARIS	4.900 m ² 1 bâtiment	Enseignement, bureaux	Lot 1, 2 et 3
Gay Lussac	41 rue Gay Lussac 75005 PARIS	3.900 m ² 1 bâtiment	Enseignement, bureaux	Lot 1, 2 et 3
Landy	61 rue du Landy 93200 St Denis	12.500 m ² 1 bâtiment	Enseignement, laboratoire, bureaux	Lot 1, 2 et 3
Reserves du musée	218 av du Pres Wilson 93200 St Denis	7.800 m ²	Stockage d'objets, ateliers, bureaux	Lot 1, 2 et 3
IAT Saint Cyr l'Ecole	15 rue Marat 78210 Saint-Cyr l'Ecole	11.800 m ²	Enseignement, laboratoire, bureaux	Lot 3
ESGT Le Mans	1 Bvd Pythagore 72000 Le Mans	6.066 m ²	Enseignement, laboratoire, bureaux	Lot 3
INTECHMER Cherbourg	Digue de Colignon 50110 Cherbourg	2.571 m ² 3 bâtiments	Enseignement, laboratoire, bureaux	Lot 3
CEET	29 Prom. Michel Simon, 93160 Noisy-le-Grand	2.000 m ²	Bureaux	Lot 3

1.2 - Mode de passation

Le présent marché est passé selon une procédure négociée en application des articles L2124-3 et R2124-3, 4° du CCP.

1.3 - Type et forme de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, sans minimum ni maximum passé en application des articles passés en application des articles L2125-1, R.2162-1 et suivants du CCP

A titre **purement indicatif et informatif**, pour l'année 2019, les besoins de marché ont représenté :

- Lot n°3 : 34.000 € TTC

1.4 - Décomposition de la consultation

Le présent accord-cadre n'est pas alloué.

Comme indiqué précédemment, le présent marché faisait l'objet du lot n°3 de la procédure n°20-016, « Maintenance préventive et corrective du système de sécurité incendie, des moyens d'extinction, du compartimentage et du désenfumage des différents sites du Cnam en Ile-de-France, au Mans et à Cherbourg. (3 lots) ».

Par conséquent, en raison de la nature des prestations, du périmètre du marché et de la nécessité de coordination avec le marché issu de la procédure 20-016 en cours, l'intervention de plusieurs prestataires est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution du marché. En outre, les prestations attendues sont de même nature et répondent à des besoins indissociables. La dévolution en lots séparés ne se justifie donc pas, dans le cadre du présent marché et est de nature, dans ce cas particulier, à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du CCP.

Le contenu et l'étendue des prestations sont définis dans les pièces du présent accord-cadre.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50413200-5	Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie
51700000-9	Services d'installation de matériel de protection contre l'incendie
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
50610000-4	Services de réparation et d'entretien du matériel de sécurité

RC.2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En application des articles R2142-22 et R2142-24 du CCP, si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué précédemment.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres ou en qualité de mandataires ou de membres de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes, prestations supplémentaires et options

Le marché ne comporte ni variante, ni prestation supplémentaire éventuelle, ni option.

2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

RC.3 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché et au plus tard **le 1^{er} avril 2021**.

Le marché est conclu pour une durée d'un an, renouvelable 3 fois, par période successive d'un (1) an, sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans.

Conformément à l'article R2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le marché sera reconduit automatiquement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

RC.4 CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le planning de maintenance ;
- Le planning de vérification des extincteurs pour l'année 2021 ;
- L'estimation du nombre de jours de maintenance à prévoir pour chacun des sites ;
- Les devis estimatifs à compléter.

Les candidats sont informés que le cahier des clauses administratives générales applicable au présent marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 (JORF n°0066 du 19 mars 2009 page 4953, NOR: ECEM0816423A). Il est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&dateTexte=20190201>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

RC.5 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1- Généralités

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, **soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)** (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>) conformément à l'article R.2143-4 du CCP. Dans ce cas, le document est rédigé en langue française.

Ces formulaires doivent être complétés et datés par la personne habilitée à engager le candidat.

5.2- Présentation des candidatures

Chaque candidat et, le cas échéant, chaque membre du groupement¹, produit un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de candidature (formulaire DC1 précité). En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.
- En cas de groupement d'opérateurs économiques avec mandataire, une habilitation signée justifiant la capacité du mandataire à représenter les autres membres du groupement
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail

Capacités techniques et professionnelles des candidats :

- Références détaillées et similaires à l'objet du marché avec coordonnées des acheteurs publics en détaillant pour chacune d'elles le nom de l'entité publique, l'importance des prestations réalisées, l'année de sa réalisation. Les références doivent dater de moins de 5 ans, elles doivent particulièrement démontrer l'expérience du candidat dans des milieux sensibles tels que sur les sites hospitaliers et musées en milieu occupé. Les références doivent être vérifiables.

Compte-tenu de la nature particulièrement sensible des interventions, les candidats sont informés qu'un haut niveau d'expérience est attendu par le Cnam.

Si le candidat se présente avec un ou plusieurs sous-traitants, le même niveau d'exigence est formulé pour ce ou ces sous-traitants.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose. Le candidat précisera la part du matériel pour lequel il recourt à la location,
- Certificats APSAD ou équivalent dûment justifiés (article 13 du CCTP) correspondant au lot auquel le candidat répond : :
 - APSAD – Système d'extinction automatique au gaz – installation et maintenance IF 13
 - APSAD - & NF service I4 – NF 285 – Extincteurs
 - APSAD – Installation et maintenance Sprinkleur IF1/E1
 - APSAD – Validation et maintenance RIA J5/F5
 - APSAD – Validation et maintenance des colonnes sèches ou en charge – J3/F3

NOTA BENE : L'attention des candidats est attirée sur le fait que la détention des certificats APSAD est indispensable pour la réalisation du marché. Tout candidat non titulaire d'un tel certificat ou d'un certificat équivalent, attribué par l'autorité compétente, ou ne pouvant justifier de la détention prochaine d'un tel certificat, pourra voir sa candidature rejetée.

Capacités économiques et financières des candidats :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

La preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tous moyens, notamment par des certificats de qualification ou d'identité professionnelle ou des références de mission attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

A l'exception de l'habilitation justifiant la capacité du mandataire à représenter les autres membres du groupement, la signature des documents composant la candidature n'est pas imposée.

¹ En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

5.3- Présentation des offres

L'offre comprend :

5.3.1. Un mémoire technique décrivant, de façon didactique et personnalisée, la méthodologie proposée pour la réalisation de l'ensemble des prestations, les moyens mis en œuvre, le temps consacré aux interventions et à leur suivi, la méthodologie des rendez-vous de suivi, le matériel dédié au marché, et en particulier le matériel dédié à la maintenance et au travail en hauteur, la présentation de l'équipe dédiée à l'exécution et à l'encadrement du marché, sa composition, ses qualifications et expériences. Sur ce dernier point, il est demandé la désignation d'un technicien entièrement dédié à l'exécution du marché. Il est également demandé à ce que les équipes affectées à l'exécution du marché soient composées de deux techniciens dont l'un, au moins, aura la connaissance du site et dont l'un au moins aura la maîtrise technique. Les candidats identifieront également dans leurs équipes les stagiaires et les apprentis.

NOTA BENE : Il est demandé aux candidats de présenter un mémoire technique concis, synthétique et complet. Le mémoire technique ne doit pas être un document générique mais un document répondant à l'offre du Cnam. La présentation de l'entreprise fera l'objet d'un document séparé, remis avec le dossier de candidature.

5.3. 2. L'offre comportera également les éléments suivants (qui pourront être inclus ou non dans le mémoire technique) :

- le planning imposé par le Cnam signé et validé par l'entreprise
- Un modèle de rapport d'intervention de dépannage et de la maintenance corrective
- Un modèle de rapport de la maintenance préventive
- Un modèle de facture pro format
- Une présentation de l'outil informatique (le cas échéant)

5.3.3. Le devis estimatif

5.3.4. le projet de contrat comprenant :

- o L'acte d'engagement (A.E.)
- o La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- o Le bordereau de prix unitaires (BPU)

ATTENTION : il est précisé que toutes les lignes de la DPGF et BPU doivent être complétées et ne doivent pas être modifiées. En cas de document remis altéré ou incomplet, l'offre du candidat pourra être rejetée comme irrégulière.

5.4 – Visite sur site

Les visites ne sont pas obligatoires pour ce lot.

ATTENTION : le Cnam est fermé du 24 décembre 2020 au 3 janvier 2021 inclus.

RC.6 CONDITIONS ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

6.1 - Transmission des candidatures

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document, soit **lundi 25 janvier 2021 à 12h00.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.2 - Transmission des offres

Les candidats sélectionnés pour la phase négociation recevront une lettre d'invitation précisant les modalités de déroulement de celle-ci.

Les offres seront remises dans un délai de **25 jours**, dans les mêmes conditions que les candidatures. Les candidats sont expressément renvoyés aux stipulations de l'article 6 du présent règlement de la consultation. Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception qui leur sera précisée dans l'invitation à soumissionner.

6.3 - Transmission électronique

Les candidats **doivent** transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://entreprises.cnam.fr/achats-et-marches/> ou <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La signature électronique n'est pas requise pour la remise des plis. Toutefois, si une entreprise, qui en dispose, souhaite la mettre en œuvre, les conditions, ci-dessous, devront être respectées.

6.3.1 Modalités générales

Les offres seront transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1363 à 1368 du Code civil.

Les entreprises ont un manuel d'utilisation de la plateforme, mis à leur disposition, dans la rubrique « Aide » du site précité. L'aide proposée par ce support se limite aux modalités de dépôt des plis.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.3.2 Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers²

En application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

a) Exigences relatives aux certificats de signature électronique*

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées³ :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

² https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/20180601_Guide-MP-dematerialisation-2018-OE.pdf

³ Types de signature électronique: la signature électronique simple, la signature électronique avancée (niveau 2) avec certificat qualifié (niveau 3) et la signature électronique qualifiée (niveau 4). Seuls les niveaux 3 et 4 sont autorisés.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

b) Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé, ni porter atteinte à son intégrité.

NOTA BENE : La signature de l'acte d'engagement et de l'offre financière ne sera requise que de l'attributaire du marché.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société, soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.4 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-Rom, Clé U.S.B) ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les documents figurant dans la copie de sauvegarde et dont la signature est obligatoire doivent être signés électroniquement dans les conditions fixées ci-dessous.

RC.7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 – Critères de sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En application de l'article R2144-7 du CCP, si le candidat ne fournit pas dans le délai imparti les documents justificatifs ou moyens de preuve demandés, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat éliminé. La procédure se poursuivra avec les autres candidats.

Les candidats dont la candidature sera déclarée recevable seront invités à présenter leur offre.

7.2 – Critères de sélection des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1, L2152-2, R2152-1 et R.2152- du CCP et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Lot n°3 : Moyens d'extinction

Critères et sous-critères	Pondération
1-Valeur technique appréciée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique	60.0 %

1.1. Organisation de l'intervention : <ul style="list-style-type: none"> - <i>Procédure d'appel astreinte</i> - <i>Matériel dédié à la réalisation des vérifications exhaustives</i> - <i>Matériel pour le travail en hauteur et le temps nécessaire pour la mise à disposition du matériel.</i> - <i>Qualification et CV des intervenants</i> - <i>Planning avec le nom des intervenants</i> 	40 %
1.2. Qualité des rapports : <ul style="list-style-type: none"> - <i>Délais de réalisation des rapports et circuit de validation. Délais devis et programmation des travaux</i> - <i>Modèle rapport maintenance préventive et corrective</i> - <i>Détail de la présentation des non conformités</i> 	15 %
1.3. Qualité de l'outil informatique : <ul style="list-style-type: none"> - <i>Facilité d'accès</i> - <i>Ergonomie de l'outil</i> 	5 %
2- Prix selon : <ul style="list-style-type: none"> - <i>DPGF</i> - <i>BPU</i> 	40.0 % 25% 15%

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise pourra être invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise pourra être invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

RC.8 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure négociée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du CCP.

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres et leur pondération sont énumérés à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations, par phases successives, avec les candidats sélectionnés. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, les candidats seront informés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception qu'ils sont admis à négocier. Ce courriel pourra être envoyé via la plate-forme PLACE.

Ils seront invités à négocier, sur la base de leur offre initiale. La négociation pourra se faire par courrier électronique ou par réunion. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre mais ne permettra jamais de modifier substantiellement l'offre initiale ou porter sur les critères d'attribution.

Les caractéristiques non négociables du marché sont les suivantes :

- l'objet du marché ;
- les critères de sélection des offres ;
- les conditions de réception des ouvrages ou d'admission des prestations ;
- la durée globale de l'opération.

A la fin de la période de négociation, les candidats seront invités à présenter une offre définitive, dans les conditions stipulées par l'article 6 du présent règlement de la consultation, dans un délai qui leur sera indiqué.

Après examen des réponses reçues, au regard des critères sus-énoncés, le pouvoir adjudicateur décidera d'attribuer le marché au candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

RC.9 ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE

9.1 – Généralités

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-16 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les candidats joignent une traduction en français aux éléments et documents rédigés dans une autre langue, qu'ils remettent.

9.2 – En cas d'offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

En revanche, une offre irrégulière pourra être régularisée, dans un délai maximum de 8 jours, sauf si elle est anormalement basse.

Les offres anormalement basses seront examinées en application des dispositions des articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

9.3 – En cas de procédures infructueuses

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits
Ou
- Si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article 2144-7 ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 ont été présentées,

la procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une nouvelle procédure avec négociation conformément aux règles du CCP.

RC.10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1 – Renseignements complémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres,

- Par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://entreprises.cnam.fr/achats-et-marches> ou <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ATTENTION : le Cnam est fermé du 24 décembre 2020 au 3 janvier 2021 inclus. Durant cette période, les questions seront enregistrées mais les réponses ne seront transmises qu'à compter du 5 janvier 2021.

10.2 – Modifications apportées au dossier de consultation par le Cnam

Le Cnam se réserve le droit :

- Soit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, **au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis.**
- Soit de reporter la date limite de réception du dossier,

Sous réserve de le faire savoir à l'ensemble des candidats.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente (modification de détail) est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

10.3 – Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R.2122-7 du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

10.4 - Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris,

7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 49 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du contrat (*recours Tropic – Recours Tarn-et-Garonne*) ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.